

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

**DE L'HOPITAL AMADOU SAKHIR MBAYE DE
LOUGA**

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marché

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

- - **DEROULEMENT DE LA MISSION**

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics **(allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive).**

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un nombre réduit de marchés qui nous a été présenté (en conformité avec les exigences des TDR),** composé de :

. **AOO** (08 marchés sur 08 sont examinés soit : 100 %)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

Par ailleurs, il faut noter que le cabinet a utilisé des **logiciels appropriés** pour **une meilleure qualité de ses analyses** concernant les tableaux et graphiques des échantillonnages effectués (**voir ci-après !**).

La valeur ajoutée qui en découle est que des commentaires sont faits sur la qualité des taux de couverture des marchés examinés, d'une part et d'autre part sur la qualité de la représentativité de l'échantillon pris globalement et par mode de passation.

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

L'HOPITAL AMADOU SAKHIR MBAYE DE LOUGA s'est conformé, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir : Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**)

. La Commission des Marchés est mise en place par Décision n°000271/SP/DES/CHRASML/SAF

. La cellule de passation des marchés est mise en place par Décision n°000233/SP/DES/CHRASML/SAF

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission , ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés , objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres O (AOO)	8	51 515 975	8	51 515 975	100,00	100,00
TOTAL	8	51 515 975	8	51 515 975		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Pour l'année 2011, l'Hôpital de Louga a lancé **huit (08) appels d'offres ouverts**. Tous ces appels d'offres ont été passés selon les procédures de passation des marchés tels que définies par le code des marchés publics. Les exigences en matière de qualifications ont été bien précisées. Toutefois, Les journaux de publication des avis d'appels d'offres ne nous ont pas été présentés. Les procès verbaux d'ouverture des plis n'ont pas été retrouvés de même que le procès verbaux d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres ne nous ont pas été fournis. Par ailleurs, aucune lettre adressée ou reçue en réponse de la DCMP ne nous a été fournie.

APPRECIATION GLOBALE SUR LA PASSATION DES MARCHES

Il a été constaté dans la balance auxiliaire- fournisseurs, **seize (16) marchés d'un montant global de près de 200 millions FCFA qui ne figurent pas dans la liste des marchés qui nous a été présentée comme marchés exécutés pour l'exercice 2011.** Par ailleurs, Il reste entendu que trois (03) de ces marchés ont dépassé les seuils de DRP et devraient donc être lancés en A.O.O.

1.3.2- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Au vue de ce qui précède, l'Hôpital de LOUGA n'a pas respecté les règles de transparence et d'équité concernant les procédures de passation de marchés dont les montants sont supérieurs aux seuils des DRP.

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

RAS

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres :

RAS

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

RAS

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

a) Prise de contacts, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.

b) Calage des Réunions de prises de contacts de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.

c) Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.

d) Recherche documentaire et investigations diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- L'A.O.O est National ou International ?
- L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à postériori des prix de revient du titulaire.
- Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- L'identification du nombre de révisions des PPM
- Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

Une opinion sur les procédures de passation consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.

- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :

Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.

- La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit **(conformément aux TDR) :**

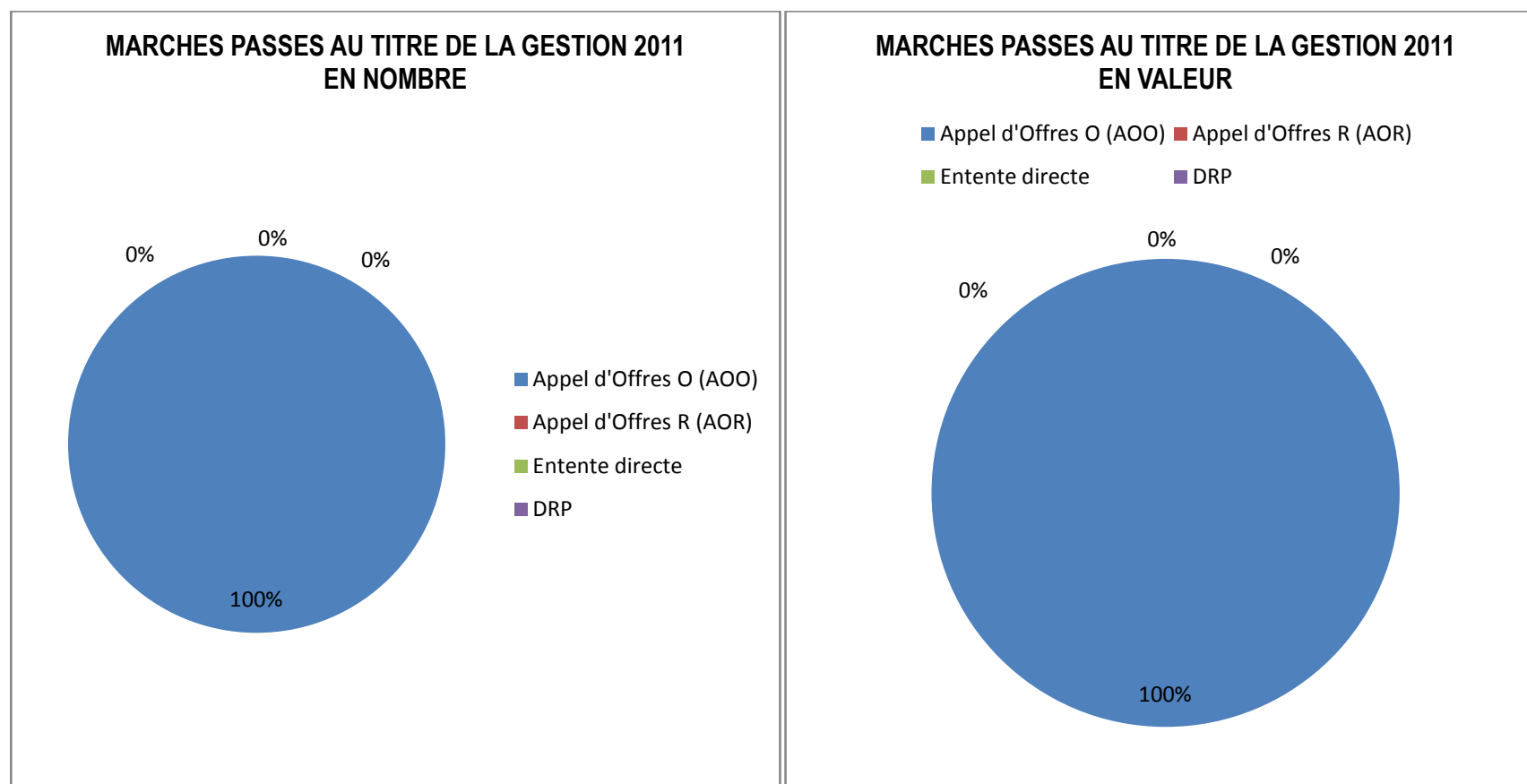
- a) Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%.**
- b) Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- c) Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- d) Marchés passés par Entente Directe et A.O.R..... : **100%**

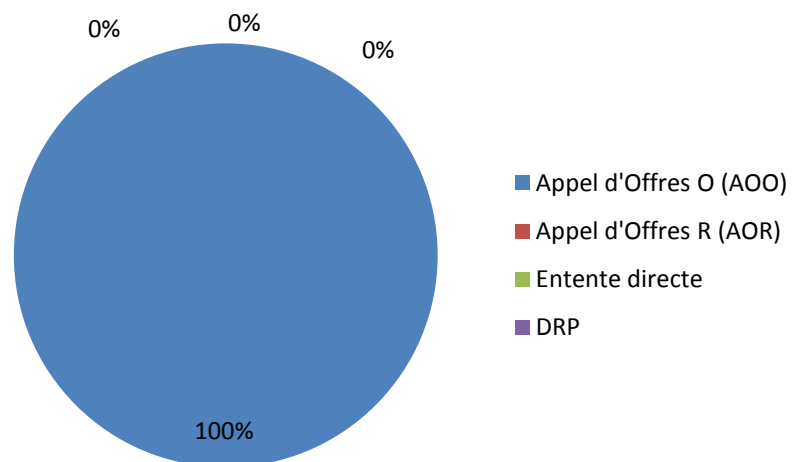
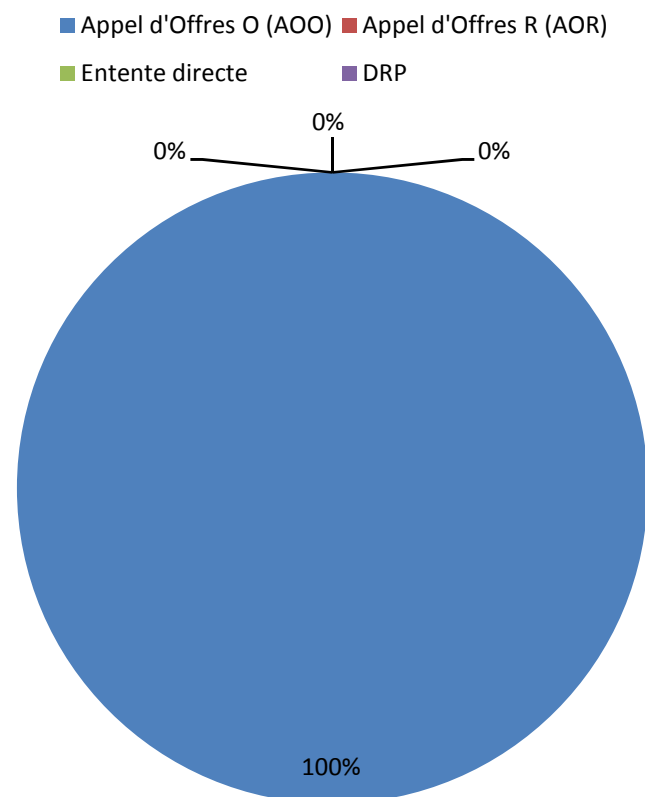
2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

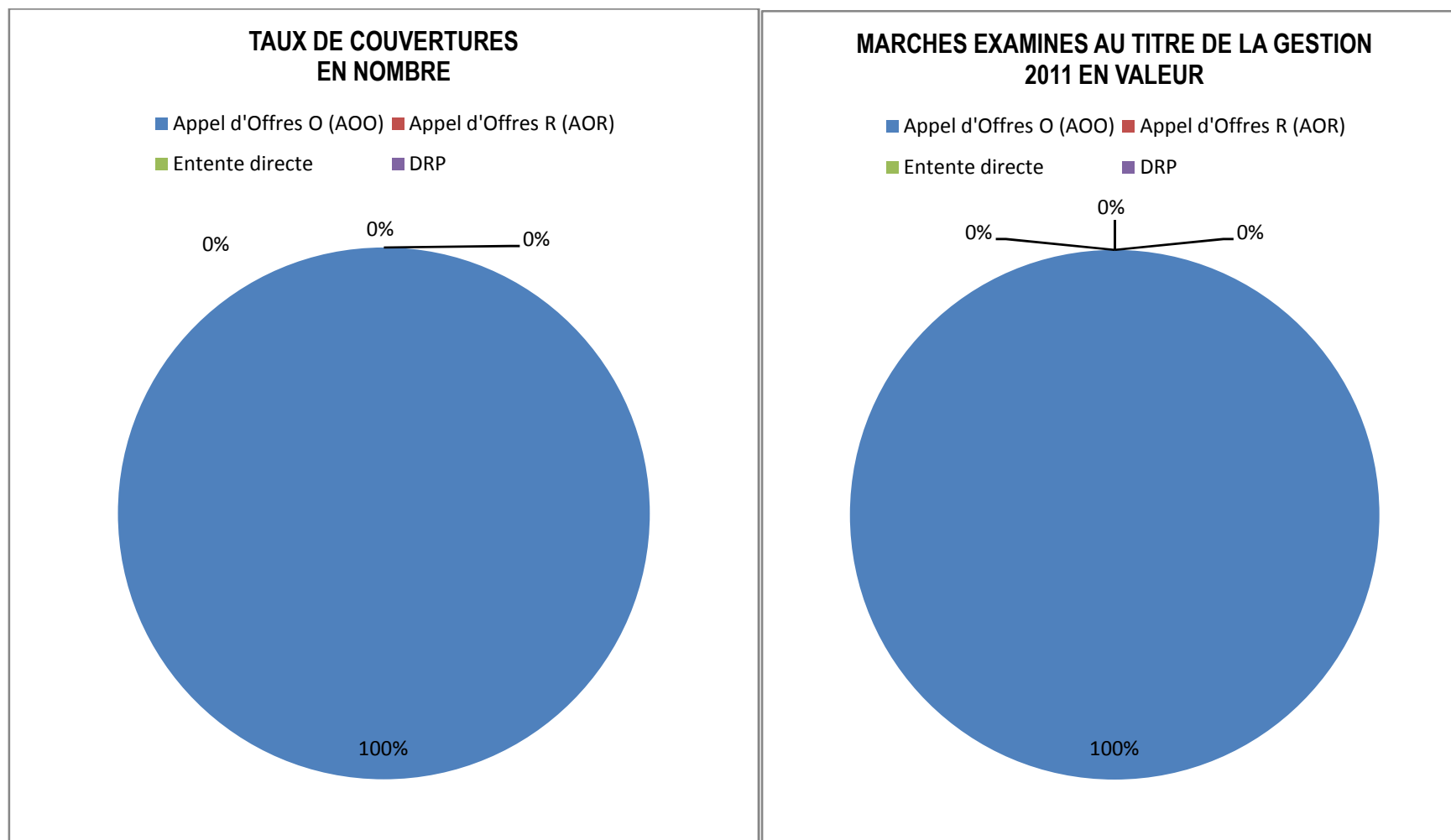
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	8	51.515.975	8	51.515.975	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	-	-	-	-	-	-
DRP	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8	51.515.975	8	51.515.975		

CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION
2011 EN NOMBRE****MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION
2011 EN VALEUR**

DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. **Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue**, s'est manifesté comme suit :

. **A.O.O** (100% en nombre et en valeur 100% face aux taux prévus dans les TDR, **soit : 25%)**

. **Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés**, est calculé comme suit (voir les graphiques ci-dessus qui se révèlent assez illustratifs de l'analyse ci-après) :

. **A.O.O** (100% en nombre et 100% en valeur)

NOTA BENE :

Cet échantillonnage a fait l'objet de **TABLEAUX SYNTHETIQUES** qui ont été élaborés pour chaque marché retenu dans l'échantillon défini ci-dessus, en fonction des modes de passation : **A.O.O (voir le chapitre VI : DOCUMENTS ANNEXES !)**. Ces tableaux visualisent, de façon synoptique, les différents points de vérification retenus à l'audit, avec les appréciations spécifiques à chaque étape de la procédure ainsi que l'appréciation globale pour chaque marché audité !

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à L'Hôpital Amadou Sakhir Mbaye de LOUGA, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de L'Hôpital Amadou Sakhir Mbaye de LOUGA**, d'autre part.

Il s'y ajoute que L'Hôpital Amadou Sakhir Mbaye de LOUGA est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥35

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'Hôpital Amadou Sakhir Mbaye de LOUGA EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DUMINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

L'Hôpital Amadou Sakhir Mbaye de LOUGA est un Etablissement Public de Santé ; à ce titre, les conditions d'approbation de ses Marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est inférieur à 50.000.000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 F CFA et inférieur à 150.000.000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
Montant du marché est supérieur ou égal à 150.000.000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

La Cellule de passation des marchés est mise en place Décision n°000233/SP/DES/CHRASML/SAF portant création d'une cellule de passation des marchés du 02 Juin 2010.

Membres de la cellule de passation des marchés :

M. El hadji Moussa DIALLO, contrôleur de gestion

M. Olivier SAMBOU, ACP

M. Amadou Tidianiyou BARRY, représentant du personnel

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés est mise en place Décision n°000271/SP/DES/CHRASML/SAF. Les Membres de la commission des marchés sont :

- . Monsieur Samba GUEYE, chef du service administratif et financier.
- . Dr Mouhamadou TRAORE, Médecin chef de Région
- . Dr Abdou SARR du PCME
- . M. Ibnou FALL, contrôleur régional des finances.
- . M. Théodore SENE, chef division de la maintenance
- . Mme Faye Fatou SECK, représentant du gouverneur.

b) CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés est mise en place par Décision n°000233/SP/DES/CHRASML/SAF. Les Membres de la cellule de passation des marchés sont :

- . M. El hadji Moussa DIALLO, contrôleur de gestion
- . M. Olivier SAMBOU, ACP
- . M. Amadou Tidianiyou BARRY, représentant du personnel

c) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Attestation de prise de connaissance des dispositifs de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics

(Arrêté n°011586/MEF du 28.12.2007 relatif aux cellules de passation de marchés des autorités contractantes)

L'ensemble des membres de la commission des marchés ont pris connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de Marchés publics approuvé par décret n°2005-576 du 22 juin 2005.

Les différentes attestations de prise de connaissance de ces dispositions ont été transmises à l'ARMP et à la DCMP.

d) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Plan de Passation des marchés du centre hospitalier Amadou Sakhir MBAYE de Louga pour la Gestion 2011 élaboré.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marché publié au journal walfadjri du 03/08/2010.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

RAS

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier**SANS OBJET****3.2.3- Quid de le Régulation ?**

Durant la gestion 2011, l'hôpital n'a pas enregistré, dans sa passation de marchés, de recours et réclamations de la part de candidats dont les offres n'avaient pas été retenues par la Commission des Marchés.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Nous n'avons décelé aucune carence documentaire.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

R.A.S

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Aucun fractionnement n'a été décelé.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

a) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE DE PRODUITS DENTAIRE (Lot 3)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été retrouvé ainsi que le procès verbal d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres n'ont pas été fournis, seule la publication de l'avis d'attribution nous a permis de savoir que le présent marché a été attribué provisoirement à **DELTA MEDICAL pour un montant de 1 .987. 000 F CFA HT.**

L'attribution provisoire a été publiée au journal walfadjri (avec une date non lisible). La notification du marché n'a pas été indiquée.

b) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE DE PETIT MATERIEL MEDICO CHIRURGICAL (Lot 4)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011.

Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été retrouvé ainsi que le procès verbal d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres n'ont pas été fournis, seule la publication de l'avis d'attribution nous a permis de savoir que le présent marché a été attribué provisoirement à HSIN FEI pour un montant de 12 780 600 F CFA HT.

L'attribution provisoire a été publiée au journal walfadjri (date non lisible). La notification du marché n'a pas été indiquée.

c) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE DE FIL ET LIGATURE (Lot 6)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été retrouvé ainsi que le procès verbal d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres n'ont été fournis, seule la publication de l'avis d'attribution nous a permis de savoir que le présent marché a été attribué provisoirement à HSIN FEI pour un montant de 1337 400 F CFA HT.

L'attribution provisoire a été publiée au journal walfadjri (date non lisible). La notification du marché n'a pas été indiquée.

d) APPEL D'OFFRES relatif à la FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES (Lot 1)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

A l'ouverture des plis, **trois (03) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1) CETIDE Conseil : 10.850.750 F CFA/ HT

2) SENEGALAISE DE BATIMENTS ET DE COMMERCE GENERAL TOUTES PRESTATIONS : 13.281.750 F CFA/ HT

3) KADIC Multiservices : 12.221.800 F CFA/ HT

Après examen technique, seule la candidature de **CETIDE Conseil** a été jugée conforme et retenue. L'offre des autres candidats ont été jugées non conformes. L'attribution provisoire a été publiée au journal walfadjri du 04/11/2010 et a été notifiée au candidat retenu le 29/12/2010. Aucun recours n'a été enregistré.

e) APPEL D'OFFRES relatif « Fourniture DE MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN »

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

A l'ouverture des plis, **deux (02) offres ont été reçues** des candidats suivants :

1) CETIDE CONSEILS : 10.856.750 FCFA/ HTVA

2) SENEGALAISE DE BATIMENTS ET COMMERCE GENERAL TOUTES PRESTATIONS : 13.281.700 FCFA/ HTVA

Après examen technique, seule la candidature de **CETIDE CONSEILS a été jugée conforme et retenue**. L'attribution provisoire a été publiée le 04/11/10 dans le journal walfadjri et notifié le 29/12/10 au candidat retenu. Aucun recours n'a été enregistré

f) APPEL D'OFFRES relatif à FOURNITURE DE GAZ MEDICAL (Lot 9)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

A l'ouverture des plis, **une seule offre a été reçue** des candidats:

1) **AIR LIQUIDE SEGOA** : 12.271.000 F CFA /HT

L'attribution provisoire a été publiée le 04/11/2010 dans le journal walfadjri et a été notifiée au candidat retenu le 29/12/2010.

g) APPEL D'OFFRES d'offres relatif à « Fourniture DE PETIT MATERIEL MEDICO CHIRURGICAL NON STERILE » (LOT 5)

Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été retrouvé ainsi que le procès verbal d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres n'ont pas été fournis. L'attribution provisoire n'a pas été publiée. La notification du marché n'a pas été indiquée.

h) APPEL D'OFFRES relatif à la Fourniture DE PETIT MATERIEL HOSPITALIER » (lot 5)

Cet AO fait suite à l'AGPM publié dans le journal « walfadjri » du **03/08/2010**. Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011

Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été retrouvé ainsi que le procès verbal d'attribution provisoire et le rapport d'évaluation des offres n'ont pas été fournis. L'attribution provisoire n'a pas été publiée. La notification du marché n'a pas été indiquée.

NOTA BENE IMPORTANT

Il a été constaté, après analyse approfondie de la **balance auxiliaire fournisseurs**, des marchés relativement importants (**en nombre : 16 et en montant global : 191.374.988 FCFA**) non signalés par l'Hôpital DE LOUGA dans la liste des marchés durant l'exercice 2011 (**voir éléments ci-après**) :

1/ Salim Ali JOUHAIR	: 13.910.644 FCFA
2/ GIE Bock DIOM	: 1.370.000 FCFA
3/ DRP	: 7.197.554 FCFA
4/ Novomed AFRICA sa	: 8.300.200 FCFA
5/ Anamra	: 4.620.000 FCFA
6/ Cabinet Abdoulaye DIENG	: 5.012.000 FCFA
7/ Sotelmed	: 3.083.570 FCFA
8/ NDIAMBOUR Prestations et Four	: 41.613.000 FCFA
9/ TECHNOLOGIES Services	: 10.746.700 FCFA
10/ TAKO Multi Services	: 5.683.110 FCFA
11/ GIE Fankoun Fankoun	: 34.146.160 FCFA
12/ Etablissements MBOW	: 37.146.160 FCFA
13/ TML	: 3.755.000 FCFA
14/ AVALON	: 6.928.000 FCFA
15/ GSELIA Inter Group	: 4.597.300 FCFA
16/ Coretech	: 3.206.620 FCFA

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

Il est important de noter que pour les AAO relatifs à la « FOURNITURE DE PRODUITS DENTAIRE (Lot 3), à la « FOURNITURE DE PETIT MATERIEL MEDICO CHIRURGICAL (Lot 4), à la « FOURNITURE DE FIL ET LIGATURE (Lot 6), à la « Fourniture DE PETIT MATERIEL MEDICO CHIRURGICAL NON STERILE (lot 5), « Fourniture DE PETIT MATERIEL HOSPITALIER (LOT 2), les **PV d'ouverture des plis, les PV d'attribution provisoire et les rapports d'évaluation des offres ne nous ont pas été communiqués**. Dans ce cas, ne nous pouvons donner aucune opinion sur la conformité de la passation de ces différents marchés.

Par ailleurs, le montant global des marchés identifiés dans **la balance auxiliaire-fournisseurs (voir tableau ci avant)** est de **191.374 .988 F CFA** et concerne **16 marchés**. Or, il ne nous a été signalé que **08 marchés exécutés pour un montant total de 51.515. 975 F CFA**.

En déduction de ce qui précède, nos constats révèlent, effectivement, un véritablement problème de défaut de transparence voire de velléités de dissimulation concernant l'utilisation de deniers publics (**allant du simple au quadruple**).

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

RAS

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

RAS

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sureté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

RAS

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

RAS

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : DP, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

RAS

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

Le Chef de Service Administratif et Financier transmet le bon de commande au titulaire du marché, selon le cas, en s'assurant que le titulaire remplit toutes les conditions exigées par la réglementation notamment en termes de garanties contractuelles.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

Le fournisseur envoie le bon de livraison à la commission de réception qui transmet les factures en quatre (04) exemplaires au secrétariat de Direction.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Le Directeur impute la facture au Chef de Service Administratif et Financier qui, à son tour, l'impute au comptable matière qui établit le Procès-verbal de réception en renseignant ses livres journaux. La facture est ainsi transmise à l'économe pour liquidation et établissement du mandat de paiement par le visa du contrôleur de gestion. Le Directeur procède à l'ordonnancement de la facture et transmet la liasse à l'agent comptable pour prise en charge comptable et paiement.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière**4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles**

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**4.4.1- Concernant les travaux routiers**

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

RAS

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

RAS

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

RAS

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

L'Hôpital de LOUGA devrait strictement à la réglementation relative aux principes de transparence, d'équité et d'impartialité dans toutes les procédures de passation (transmissions des P.V d'ouverture des plis, accusés de réception des lettres d'invitation aux DRP, avis d'attribution des marchés, lettres d'informations aux candidats non retenus, etc).

En l'occurrence, tous les marchés ayant atteint les seuils de passation par AOO doivent faire l'objet de publicité, d'évaluation et d'attribution conformément aux stipulations du code. Ce qui n'a pas été le cas de 16 marchés identifiés à travers la balance auxiliaire pour un montant de près de 200 millions de F CFA.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution doit faire l'objet d'une transparence absolue, d'amont en aval, c'est-à-dire procéder à une information totale de tous les candidats et simultanément, notamment en ce qui concerne les motifs de rejet de leurs offres, depuis la phase ouverture des plis jusqu'à la phase : attribution. Il s'agit d'une disposition strictement légale qui s'impose à toutes les A.C afin de permettre aux candidats mécontents de faire des recours et réclamations à bon escient.